

Références

Dossier DURABILITÉ - GREEN DEAL - EUROPE 3.0

PACTE VERT

« Moderniser l'Europe pour une économie efficiente, compétitive, durable et juste »

C'est l'appel du Manifeste de la Fondation Solar Impulse avant les élections de juin. Un appel à s'unir autour du Green Deal, pour sauver la planète, fouetter le développement industriel, créer des millions d'emplois et garantir une meilleure qualité de vie à toutes et tous. Les enjeux sont primordiaux.



THIERRY FIORILLI

Europe 3.0: Moderniser pour prospérer. C'est le titre du Manifeste que la Fondation Solar Impulse vient d'adresser aux dirigeants de l'Union européenne avant les élections de juin prochain. Un Manifeste (en anglais) qui exhorte tous les partis à se rassembler, en dépit de leurs divergences idéologiques, autour du Green Deal, le Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre le territoire européen climatiquement neutre en 2050. Parce que, résume Bertrand Piccard, le président de la Fondation Solar Impulse, « quels que soient les vainqueurs du scrutin, quel.e.s que soient celles et ceux qui auront la majorité et le pouvoir ensuite, le Green Deal est un avantage. Pour les écologistes et pour la gauche puisqu'avec des énergies renouvelables moins chères que les énergies fossiles, des maisons mieux isolées, des systèmes de chauffage et d'éclairage modernes, on peut réduire de 80 % les factures énergétiques des plus démunis et augmenter leur qualité de vie. Pour le centre et la droite puisque c'est l'assurance de la création d'entreprises et d'emplois, de nouvelles solutions techniques commercialisables, donc le développement du business. Et pour les souverainistes puisque c'est la seule manière d'être souverain et indépendant dans la production d'énergie et dans son approvisionnement. Il faut donc se réunir au-

Il faut se réunir autour du Pacte vert pour l'Europe, plutôt que le détricoter ou, carrément, le liquider »

Bertrand Piccard
Président de la Fondation Solar Impulse

”

tour du Pacte, plutôt que le détricoter ou, carrément, le liquider. »

Le Manifeste insiste aussi sur le besoin absolu de moderniser l'Europe, « de la dynamiser, pour qu'elle soit efficiente et reprenne la place qu'elle est en train de perdre dans le monde, au bénéfice des Etats-Unis et de l'Asie ». Les 38 pages du document proposent des actions, concrètes, pour accélérer cette modernisation qui, détaille Bertrand Piccard, « débouche sur une efficacité énergétique, seule garantie d'autonomie et de souveraineté européenne en matière de production d'énergie, de développements industriels importants, de millions de créations d'emplois et de l'établissement d'une vraie justice sociale. Autant de pistes de travail pour la prochaine Commission européenne, qui aura à installer le Green Deal, né sous cette législa-

ture-ci. »

Vaste débat, intense et crucial

Autant d'objets d'échanges lors du grand débat public intitulé *Comment moderniser l'Europe pour une économie efficiente, compétitive, durable et juste ?*, organisé à Bruxelles par *Le Soir* et *Références*, avec la collaboration de la Fondation Solar Impulse, du « social club » TheMerode et le soutien de la Fondation Roi Baudouin, à l'occasion de la publication du Manifeste.

Vaste, très vaste débat. Crucial aussi, puisqu'il touche tous les secteurs d'activité, tous les niveaux de pouvoir, toutes

les couches de la population et toutes les générations. Les prises de position qu'il suscite et les enjeux qu'il incarne sont réunis dans ce dossier spécial de *Références*. Avec à la clé, développements, éclairages et bonus.

Le Manifeste est téléchargeable sur solarimpulse.com/publications-fr/europe-3-0-modernise-to-thrive

Les questions que soulève le Manifeste

Outre le président de la Fondation Solar Impulse, Maroš Šefčovič (vice-président exécutif de la Commission européenne et commissaire au Green Deal), Ilham Kadri (CEO de Syensqo), Georges Gilkinet (vice-Premier, ministre fédéral de la Mobilité et représentant de la présidence belge de l'Union européenne), Chloé Mikolajczak (activiste pour la justice sociale et climatique) et Niels Fuglsang (eurodéputé du groupe social-démocrate) ont confronté leurs points de vue, parfois diamétralement opposés, sur les questions que soulève le Manifeste, implicitement ou non.

A savoir, et entre autres :

- quelle est l'implication réelle de l'UE dans la lutte contre le dérèglement climatique ?
- la (ré)conciliation écologie-économie est-elle possible, souhaitable, et comment y parvenir ?
- le rôle qu'y jouent technologies et entreprises à profits est-il fiable, audible ou contradictoire ?
- quel type d'emplois naîtront d'une politique climatique ambitieuse, dans quels secteurs et requérant quelles compétences ?
- que doit-on comprendre par « efficacité énergétique » et qu'induit-elle concrètement ?
- faut-il un « nouveau narratif » écologique, plus positif, plus « désirable », plus rassembleur, à adresser aux citoyens.ne.s ?

C'est autour des enjeux potentiels du Green Deal que s'est tenu notre grand débat, en présence d'un public très nombreux, à TheMerode-Bruxelles.

© PIERRE-YVES THIENPONT.



« Quelle est selon vous le meilleur moyen pour (ré)concilier écologie, économie et meilleure qualité de vie pour toutes et tous ? »

Retrouvez en vidéo la réponse de chacun.e des six intervenant.e.s de notre débat.

PACTE VERT

Comment combiner écologie et économie ?

Quelles stratégies économiques ? Quelles politiques industrielles ? Quelles formations professionnelles ? Quel rôle attribuer aux technologies ? Quelques-unes des questions que pose la lutte contre le dérèglement climatique. Et qui étaient au centre de notre grand débat public à TheMerode.

THIERRY FIORILLI

Une Europe moderne, fondée sur des principes d'efficacité et d'utilisation optimale des ressources, qui favorise l'unité et l'inclusion de ses habitant.e.s : c'est l'objectif que la Fondation Solar Impulse espère voir atteindre par les prochain.e.s dirigeants.e.s européen.n.e.s après les élections de juin prochain. Le 21 février, elle publiait ainsi à leur adresse son Manifeste appelant à « exploiter le potentiel du Green Deal », le Pacte vert pour l'Europe, et présentant « une vision et une méthode » pour que l'Union européenne entre « dans une nouvelle ère de responsabilité environnementale, d'opportunités économiques et de cohésion sociale ». C'est autour de ces enjeux que s'est tenu notre grand débat, en présence d'un public très nombreux, à TheMerode-Bruelles.

« Voilà des décennies que nous avons des solutions technologiques profitables à l'économie et à la protection de l'environnement, et beaucoup continuent à ne pas y croire », a démarré Bertrand Piccard, président de la Fondation Solar Impulse. « A penser qu'il faut réduire le développement économique et opter pour la décroissance, pour moins de mobilité, moins de confort, au détriment de l'industrie et

de la population. Or, l'Europe a approuvé le Green Deal, opportunité extraordinaire de mettre l'écologie au cœur du développement économique, plutôt que d'avoir un monde inefficace, obsolète, démodé, avec des vieux systèmes qui coûtent cher à tout le monde, qui polluent, qui sont des handicaps économiques. Parce que si on gaspille, on émet du CO₂, essentiellement, et ça coûte très cher aussi. Donc, l'Europe a développé une économie de l'écologie, une économie nouvelle, qui vise à avoir de nouvelles infrastructures, de nouveaux emplois, de nouveaux secteurs de développement, de business, alors qu'on a longtemps cru qu'écologie et économie étaient antagonistes. »

Double souci, pourtant, selon lui : « D'abord, les Etats-Unis nous ont copiés, en allant encore plus loin, avec l'Inflation Reduction Act (IRA, NDLR), qui attire des entreprises, avec des subventions, des exonérations fiscales et des avantages économiques énormes, pour se moderniser et aller vers les entreprises de *clean tech*, les entreprises d'énergies renouvelables, etc. Ensuite, le Green Deal devient cible d'attaques. Il faut donc que toutes les tendances politiques se rassemblent autour de ce Pacte vert, d'urgence. Parce qu'il est un avantage pour chacun d'elles. »

Assez de politiques climatiques ?
Pas gagné, estime Niels Fuglsang, eurodéputé du groupe social-démocrate : d'une part, parce que « l'extrême droite émerge un peu partout en Europe, disant "assez de politiques climatiques européennes, assez de politiques vertes". Je ne pense pas qu'elle aura la majorité au Parlement, mais je suis plus inquiet face aux partis conservateurs, qui ont déjà voté contre la loi de restauration de la nature et contre la loi sur les pesticides, notamment. Si ces deux blocs font cause commune, alors nous serons en grande difficulté. Mais nous ne ferons aucun compromis. Et il reste des voix, fortes, pour qu'on poursuive ces politiques. »

Le ministre fédéral de la Mobilité, Georges Gilkinet (Ecolo), approuve, estimant qu'« on avait très bien commenté cette législation européenne, avec le Green Deal qui a par exemple aidé le gouvernement belge à mettre à disposition des moyens d'investissement utilisés notamment dans le développement des énergies renouvelables ou le redéploiement de la mobilité ferroviaire. Il



De gauche à droite: Georges Gilkinet, Maroš Šefčovič, Bertrand Piccard, Chloé Mikolajczak, Niels Fuglsang et Ilham Kadri.

© PIERRE-YVES THIENPONT

est donc porteur de sens : il rassemble et permet de structurer une activité économique et sociale. » Mais, c'est vrai, « en cette fin de législature européenne, on voit le mouvement exactement inverse : le repli sur soi, les tendances à dire qu'il faut arrêter le Green Deal. Et quand il y a un problème dans le secteur agricole, on remet en cause les principes de la protection de la biodiversité, de la jachère, etc., comme si c'était ça le problème. Je crois plutôt qu'on a besoin d'un Green Deal 2.0, qui rassemble l'ensemble des forces démocratiques plus ou moins progressistes. C'est ça qui doit structurer l'action politique européenne et nationale dans le futur, pour rendre l'espoir aux gens. »

Une vision positive de l'écologie, dans une Europe modernisée
Selon Bertrand Piccard, cet espoir doit aussi passer par « un nouveau narratif » de l'écologie, parce que « sa vision

sacrificielle en a détourné 95 % des gens et a divisé le monde économique, financier, industriel, politique et citoyen. Il faut une vision rassembleuse, enthousiasmante et économiquement viable. » Qui passe « par la modernisation et l'efficacité : si on gaspille, si on produit autant de déchets, c'est parce qu'on utilise des systèmes archaïques, qu'on isole mal, qu'on a des moteurs à combustion, qu'on est resté à ce qui a été inventé au début de l'ère pétrolière. La décarbonation, conséquence logique de la modernisation et de l'efficacité, ne fera plus peur puisqu'elle induira profits, création d'emplois, développement industriel, réduction des inégalités et protection de l'environnement, en remplaçant ce qui pollue et gaspille par ce qui est propre et ne gaspille pas. »

Message reçu cinq sur cinq par Maroš Šefčovič, commissaire européen au Green Deal et vice-président exécutif de la Commission européenne. Celle-ci

s'est d'ailleurs « engagée, ces dernières années, à proposer les meilleures réponses à cette question, cruciale : comment décarboner notre économie et atteindre la neutralité carbone tout en préservant notre compétitivité industrielle et en garantissant une transition socialement juste ? » Des réponses qui « reposent sur quatre piliers :

- un cadre réglementaire industriel plus simple et plus prévisible, pour garantir que, en matière d'énergie renouvelable par exemple, nous disposions des matières premières nécessaires et qu'elles soient peu onéreuses pour les consommateurs/trices ;
- un accès plus rapide aux investissements et financements du développement de technologies propres en Europe ;
- le développement et l'accompagnement des compétences nécessaires à la transition écologique, technologique et économique ;
- des accords de libre-échange soutenant la transition tout en luttant contre les pratiques commerciales déloyales. »

Et de citer tous les budgets créés, donc les 86,7 milliards d'euros du Fonds social pour le climat.

Technologie, profits et climat :

conciliables ?
Réaction de Chloé Mikolajczak, activiste pour la justice sociale et climatique : « 86 milliards d'euros, ce n'est rien face aux 400 milliards annuels investis dans l'industrie d'énergie fossile. Par ailleurs, ce focus sur le « techno-solutionnisme » m'inquiète, cette foi inébranlable dans le fait que la technologie va nous sauver : on n'en a aucune preuve. En revanche, on a des preuves que quand on se focalise majoritairement sur ces questions de technologie et d'efficacité, on a l'effet rebond. Cette tendance à consommer plus puisqu'on utilise moins d'énergie. Donc, il y a des gens pour qui c'est extrêmement profitable d'investir massivement dans la technologie comme solution. Et, surtout, c'est très rassurant : ça nous permet de ne pas devoir changer nos modes de vie. Alors que les solutions passent par-là, on le sait très bien, et depuis longtemps ! »

Technologie et recherche de profits = incompatibles avec la lutte contre le dérèglement climatique ? Ilham Kadri, CEO de Syensqo, nouvelle entité de Solvay, rétorique : « Autant que la science ou que la technologie, l'industrie, en ce compris celle de la chimie, fait partie des solutions face aux défis posés par le changement climatique. Ce n'est pas du tout contradictoire. Nous, nous explorons de nouvelles façons de faire du business, celui-ci étant profitable tant à l'entreprise qu'à l'économie et à l'environnement. Nos investissements, nos recherches, nos découvertes, nos soutiens aux projets durables le prouvent. C'est pour ça que les pouvoirs publics doivent nous soutenir, investir dans les projets innovants et simplifier les réglementations. »

Georges Gilkinet opine, affirmant que « de plus en plus d'entrepreneurs ne sont pas uniquement dans une recherche de croissance à tout prix, mais mettent en place des *process* pour émettre moins de CO₂ et produire des composants contribuant à cet objectif planétaire vital. Ceux qui réussissent aujourd'hui et réussiront demain sont ceux qui intègrent cette dimension non pas comme une contrainte, mais comme une opportunité. En fait, l'écologie est l'avenir de l'économie. »

Green Deal, mode d'emploi

Le Green Deal, ou Pacte vert pour l'Europe, adopté en janvier 2020, vise à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'Union européenne d'au moins 55 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 1990, et à parvenir à la neutralité climatique (zéro émission, ou le plus proche possible) d'ici à 2050. Cela, tout en garantissant « une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources », « de nouvelles possibilités d'innovation, d'investissement et d'emplois verts », l'amélioration « de notre santé et de notre bien-être », sans que personne ne soit abandonné en route. Pour parvenir à ces objectifs, la Commission européenne s'est engagée à mobiliser au moins 1.000 milliards d'euros d'investissements durables au cours de la prochaine décennie et a adopté une palette de propositions en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité. L'actuel Parlement européen en a approuvé plusieurs et rejeté d'autres. La prochaine assemblée, issue des élections de juin, aura à se prononcer sur d'autres encore, la nouvelle Commission étant chargée de lui soumettre de nouvelles propositions législatives. Parmi les mesures entérinées (parfois de justesse) et décollant du Pacte : – la fin de la vente des voitures et camionnettes thermiques en 2035 ;

- la loi sur la restauration de la nature, vouée à l'amélioration de l'état des écosystèmes terrestres et marins ;
- la révision du marché de l'électricité, pour y juguler la volatilité des prix ;
- la loi climat, garantissant la conformité de toutes directives et toutes initiatives législatives européennes avec les objectifs du Pacte ;
- le Fonds pour une transition juste et le Fonds social pour le climat, destinés à soutenir les secteurs et les ménages les plus touchés par la transition écologique ;
- une taxe aux frontières pour les produits importés et particulièrement lourds en CO₂ ;
- le règlement pour une industrie « zéro net », qui fait partie du Plan industriel censé renforcer la compétitivité d'une industrie à zéro émission nette, lutter contre la concurrence déloyale et favoriser le développement des technologies vertes dans l'approvisionnement de l'UE en matières premières. Parmi les mesures recalées, retirées ou repoussées : – le règlement sur les pesticides ;
- la réforme de la réglementation sur les produits chimiques
- la reconduction pour dix ans de l'autorisation du glyphosate
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole d'au moins 30 %. T.F.

énergie L'efficacité ou la sobriété

T.F.

C'est l'un des piliers du Manifeste de la Fondation Solar Impulse et l'un des mantras de son président : « l'efficacité énergétique », à laquelle il appelle avec insistance. Concrètement, de quoi s'agit-il ? « De faire mieux en consommant moins », décrypte Bertrand Piccard. « Moins d'énergie, moins de ressources, en faisant moins de gaspillage. Quand on est efficace, on pollue moins et la marge bénéficiaire est plus haute puisque chaque gramme de CO₂ émis dans l'atmosphère équivaut à des euros perdus, parce qu'on utilise beaucoup trop de ressources. Or, à peu près les trois quarts de l'énergie produite dans le monde sont aujourd'hui gaspillés, par des comportements inadéquats ou parce que les infrastructures, les systèmes ne sont pas efficaces. Si, par exemple, en France, on n'utilisait que des ampoules LED pour les éclairages publics, on économiserait assez d'électricité pour alimenter 7 millions de voitures électriques tous les jours. Et si on remplaçait les radiateurs électriques par des pompes à chaleur, on consommerait 80 % moins d'énergie. »

Brièvement dit, « l'efficacité énergétique est une diminution de consommation avec un bénéfice : on a plus en consommant moins. Alors que la sobriété énergétique est une diminution de consommation avec un sacrifice : on a moins en consommant moins. » Dans cette optique, et parmi les mesures proposées par le Manifeste, Bertrand Piccard, qui est aussi ambassadeur de bonne volonté du Programme ONU pour l'environnement, en dégage trois, prioritaires à ses yeux : – réutiliser la chaleur perdue, celle des parkings souterrains, celle des égouts, celle des *data centers*, celle des cheminées d'usine, qui sont aujourd'hui perdues ;

– aller beaucoup plus dans l'économie circulaire, notamment avec la gestion des déchets ;

– généraliser l'énergie renouvelable, parce que ça permet d'avoir de l'énergie sur place, décentralisée et beaucoup moins chère que les énergies fossiles.

Le danger de l'effet rebond

La position de Chloé Mikolajczak, activiste du climat, est tout autre, privilégiant la sobriété : « Oui, il faut de l'efficacité, oui, il faut une réduction de la consommation d'énergie et de la consommation de ressources. Mais ça doit être accompagné d'un changement de la façon dont on vit aujourd'hui, façon qu'on doit réinventer. C'est plus confortable de se dire qu'on ne va pas trop changer et qu'on va se focaliser sur des mesures technologiques, comme l'efficacité, alors qu'on est dans une situation de crise tellement extrême que le confortable ne suffit plus : il faut comprendre qu'on va devoir toutes et tous changer drastiquement notre mode de vie. Et je constate, plutôt chagrinée, que beaucoup de propositions des décideurs ont tendance à s'appuyer, énormément, sur un type de solutions et, surtout, sur un type d'acteurs pour effectuer le changement. Alors qu'on doit, au contraire, avancer main dans la main : les décideurs, les citoyen.n.e.s et les entreprises. En faisant chacun et chacune des efforts. »

Le ministre Gilkinet nuance : « L'efficacité est souhaitable. L'effet rebond – soit une consommation supplémentaire parce qu'on a amélioré les performances, notamment énergétiques, des bâtiments ou des moyens de déplacement – ne l'est pas puisqu'il annule celui de l'efficacité. Et la meilleure des énergies étant celle qu'on ne consomme pas, je pense que la sobriété énergétique n'est pas incompatible avec l'efficacité. L'efficacité est l'un des moyens d'arriver à une plus grande sobriété, à un moindre gaspillage des ressources naturelles. »



Je ne pense pas que l'extrême droite aura la majorité au Parlement, mais je suis plus inquiet face aux partis conservateurs, qui ont déjà voté contre la loi de restauration de la nature et contre la loi sur les pesticides notamment. Si ces deux blocs font cause commune, alors nous serons en grande difficulté

Niels Fuglsang
Eurodéputé du groupe social-démocrate



Avec le Green Deal, l'Europe s'est engagée à proposer les meilleures réponses à cette question, cruciale : comment décarboner notre économie et atteindre la neutralité carbone tout en préservant notre compétitivité industrielle et en garantissant une transition socialement juste

Maroš Šefčovič
Commissaire européen au Green Deal



Cette foi inébranlable dans le fait que la technologie va nous sauver : on n'en a aucune preuve. En revanche, on a des preuves que quand on se focalise majoritairement sur ces questions de technologie et d'efficacité, on a l'effet rebond. Cette tendance à consommer plus puisqu'on utilise moins d'énergie

Chloé Mikolajczak
Activiste pour la justice sociale et climatique



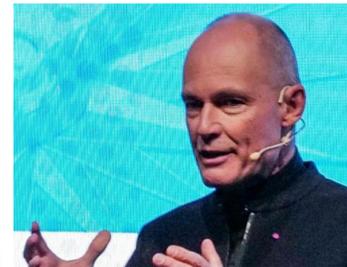
On a besoin d'un Green Deal 2.0, qui rassemble l'ensemble des forces démocratiques plus ou moins progressistes. C'est ça qui doit structurer l'action politique européenne et nationale dans le futur, pour rendre l'espoir aux gens

Georges Gilkinet
Ministre fédéral de la Mobilité



Nos investissements, nos recherches, nos découvertes, nos soutiens aux projets durables le prouvent. C'est pour ça que les pouvoirs publics doivent nous soutenir, investir dans les projets innovants et simplifier les réglementations

Ilham Kadri
CEO de Syensqo



Voilà des décennies que nous avons des solutions technologiques profitables à l'économie et à la protection de l'environnement, et beaucoup continuent à ne pas y croire. Donc, l'Europe a développé une économie de l'écologie, une économie nouvelle

Bertrand Piccard
Président de la Fondation Solar Impulse

Les impacts de la transition verte sur le marché du travail

Quels sont les secteurs qui vont trinquer, quels sont ceux dont les métiers vont évoluer et quels sont ceux qui vont demander de nouvelles compétences ? Et quelles compétences ?



THIERRY FIORILLI

Le Manifeste de la Fondation Solar Impulse aborde, dès sa page 17, la question de l'emploi dans une économie transformée par la lutte contre le dérèglement climatique. Il rappelle que « la transition verte aura un impact profond sur les marchés du travail européens. Par exemple, des objectifs climatiques plus ambitieux en matière de climat pourraient à eux seuls entraîner une augmentation nette de 3,5 millions d'emplois d'ici à 2030 » sur le territoire de l'Union européenne (chiffre tiré du Pacte européen pour les Compétences, dans un rapport de mars de l'année dernière). La Fondation ne nie pas que « quelques régions seront exposées à des pertes d'emplois dans les secteurs basés sur les combustibles fossiles, comme l'extraction du charbon et les combustibles manufacturés, en raison de la nécessité de promouvoir les carburants alternatifs », mais « d'autres régions verront de nouveaux emplois dans les renouvelables et l'économie circulaire ».

En 2050, 75 % de travailleurs manuels et techniciens

Dès lors, « pour que toutes les communautés puissent bénéficier de la transition écologique, il est essentiel que la formation continue et la requalification soient à la fois bien financées et ciblées ». Ce que la CEO de Syensqo, Ilham Kadri, n'a pas manqué de confirmer, appelant « les politiques à prioriser la formation et le renforcement des compétences que

la nouvelle économie et les nouvelles technologies exigent pour les emplois de demain ».

Quels sont-ils au juste, ces emplois ? « Des postes peu ou moyennement qualifiés, dans le secteur des énergies renouvelables », pointe le Manifeste : « en 2050, 75 % des employés devraient être des travailleurs manuels et des techniciens. » Voilà pourquoi il est essentiel de « veiller à promouvoir la formation aux compétences techniques nécessaires à la transition écologique », de « cartographier les besoins en compétences dans le domaine des technologies propres » et de s'assurer « qu'ils soient alignés sur les priorités d'une industrie "zéro émission nette" », tout en s'assurant de l'adaptation « à la géographie et au contexte, compte tenu des besoins et des opportunités locales ».

Ce qui signifie, concrètement, qu'il faut « attirer les jeunes générations et les professionnels d'autres secteurs dans les secteurs stratégiques de la transition énergétique. Par exemple, on estime que 3 à 4 millions de travailleurs du secteur de la construction auront besoin d'une formation complémentaire dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. » Parallèlement, il est impératif de « renforcer les compétences actuelles de certains professionnels, dans le secteur de la rénovation notamment, où les besoins seront importants en profils peu, moyennement ou hautement qualifiés, allant des formateurs professionnels aux avocats et architectes spécialisés dans l'environnement ».

La réduction du temps de travail, la place des femmes et des services

Chloé Mikolajczak confirme : « Il y aura des emplois qui vont disparaître et d'autres qu'on va créer, dans des secteurs comme la rénovation des bâtiments, la réparation, l'alimentation, l'agriculture. C'est une très, très bonne nouvelle. » Mais la jeune activiste pour le climat et la justice sociale estime qu'« il y a d'autres choses auxquelles réfléchir et à mettre en place : comme la question de la réduction du temps de travail, aux conséquences énormes sur les salaires, l'accès au logement et aux besoins essentiels. C'est notamment la semaine de quatre jours. » Quel lien avec la transition écologique ? « Travailler au rythme actuel nous empêche d'avoir des comportements plus écoresponsables. On travaille beaucoup, ce qui nous laisse peu de temps pour nous faire à manger nous-mêmes, réparer nos objets nous-mêmes, apprendre des choses de nos voisins, etc. Outre qu'une réduction du temps de travail permettrait à plusieurs personnes d'occuper le même emploi, à certain.e.s de retourner travailler, à une meilleure répartition hommes/femmes des tâches au quotidien. »

A cet égard, dans un rapport de mars 2023, Etopia, le centre de recherche francophone belge en écologie politique, relevait que « les secteurs amenés à prendre de l'ampleur (énergies renouvelables, transport public, bâtiment, etc.) sont actuellement dominés par des hommes », les femmes étant « surreprésen-

19,7 %

des emplois belges seulement entre 2019 et 2021 pouvaient être qualifiés de « verts ».

sentées dans le travail environnemental gratuit (bénévole, zéro déchet, etc.). Bref, « sans une politique volontariste, les femmes seront tenues à l'écart des filières à composante environnementale ».

Il y a donc du boulot. D'autant que, selon une étude de la KULeuven, seulement 19,7 % des emplois belges entre 2019 et 2021 pouvaient être qualifiés de « verts » :

– soit « Green Enhanced Skills », des professions existantes mais dont les tâches, les compétences et les connaissances se modifient avec la transition écologique (comme mécanicien automobile, architecte, poseur en isolation) ;

– soit « Green New and Emerging », des métiers créés par la transition (comme technicien en géothermie) ;

– soit « Green Increased Demand », des professions qui évoluent peu mais de plus en plus demandées par la transition (comme des conducteurs de train ou de bus).

Mais avec à peine 1 % d'emplois dans la production de biens et services environnementaux, cela fait de la Belgique la lanterne rouge de l'Union européenne.

Il faut « attirer les jeunes générations et les professionnels d'autres secteurs dans les secteurs stratégiques de la transition énergétique. »

© SHUTTERSTOCK

3,5

millions d'emplois sur le territoire de l'Union européenne d'ici à 2030 : c'est l'augmentation nette que pourraient entraîner à eux seuls des objectifs climatiques plus ambitieux en matière de climat.

T.F.

Elles sont jusqu'ici 1.563. Conçues dans cinquante pays, des cinq continents, elles sont labellisées « propres, efficaces et rentables » par la Fondation Solar Impulse, qui les considère comme capables « d'être mises en œuvre à grande échelle » pour « relever les défis écologiques sans porter atteinte à la croissance économique ». La Fondation les met au service des décideurs politiques et économiques dans le but de les aider « à établir une feuille de route pour adopter des programmes énergétiques et environnementaux beaucoup plus ambitieux et atteindre ainsi leurs objectifs de neutralité carbone ». Elles couvrent tous les secteurs, des infrastructures à l'alimentation et l'agriculture, de l'industrie aux bâtiments, de l'énergie à la mobilité, du fret à l'eau, des déchets à la pollution, leurs applications s'étendant aux processus de fabrication, de construction, de production, de gestion, de stockage, d'entretien ou de distribution.

Parmi ces solutions, 80 sont belges. En voici sept, tout à fait opérationnelles donc.

1 Le logiciel de gestion du carbone tout-en-un de Tapio (Ixelles) Il offre aux entreprises et aux organisations les outils pour calculer, réduire, compenser, surveiller et communiquer sur leurs émissions de CO₂ dans le but d'atteindre la neutralité carbone en toute transparence.

Infos : www.tapio.eco/

2 La fibre textile bio-renouvelable et recyclable à l'infini Noosa (Anderlecht) Fournissant aux fabricants de textiles une fibre innovante, à la respirabilité accrue, une stabilité aux UV et une faible inflammabilité, elle empêche tout déchet textile, via une technologie de recyclage qui sépare les mélanges et élimine les contaminants.

Infos : noosafiber.com

3 Le réducteur de consommation d'énergie des magasins de détail EnergyBox de Memoco (Louvain-la-Neuve) Il contrôle les éclairages et le système de climatisation du magasin et en surveille la consommation électrique en fonction des heures d'ouverture, donnant un retour d'information au propriétaire.

Infos : memoco.eu

4 Les stations solaires Pump&Drink de Sotrad Water, fournissant de l'eau potable (Nivelles) Destinées aux communautés rurales comptant jusqu'à 5.000 personnes dans les pays émergents, elles nécessitent peu d'entretien, pompent l'eau de forage ou de puits grâce à des panneaux solaires, en éliminant les particules, la traitent pour la rendre potable et permettent sa distribution même en situation de non-ensemencement.

Infos : pumpanddrink.com

5 L'économiseur de chauffage Snugr de 4Inch (For intelligent change, Enghien) Ensemble d'équipements de chauffage (vannes de radiateurs connectés sans pile, aérothermes et régulateurs de chaudière...) compatibles avec la plupart des systèmes de chauffage (sans travaux lourds), permettant de contrôler la température pièce par pièce et de programmer le chauffage, tant dans les bâtiments privés que publics.

Infos : snugr.be

6 Le transformateur de chaleur Qpinch (Anvers) Il récupère la chaleur industrielle résiduelle à partir de 40 °C pour la transformer en nouvelle chaleur de processus avec augmentations de température jusqu'à 100 °C. Applicable à l'échelle du mégawatt, consommant peu d'énergie électrique, il peut s'amortir en moins de cinq ans.

Infos : qpinch.com

7 Le contrôle d'éclairage public extérieur intelligent Smart Street Lighting (Liège) Un logiciel permettant d'atténuer la lumière via des capteurs interconnectés fixés à chaque luminaire LED, adapté à la télésurveillance, à la collecte d'informations sur le trafic, à la gestion des parkings, au contrôle du niveau sonore de la rue ou de la pollution.

Infos : lacroix-city.fr/nos-poles-metiers/eclairage-public/eclairage-intelligent/gestion/smartnodes/

98 %

de l'hydrogène produit aujourd'hui au niveau mondial l'est à base d'énergies fossiles, regrette Chloé Mikolajczak, activiste pour la justice sociale et climatique.



L'avion à hydrogène vert qui tentera de faire le tour du monde en neuf jours, sans escale et sans émission de CO₂. © CLIMATE IMPULSE.

Hydrogène, hydrogène... Quel hydrogène ?

Le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie sur les renouvelables (début janvier) fait le constat que d'ici 2030, seulement 7 % des projets annoncés se concrétiseront dans le monde, par manque d'investissements et de demandes. Cependant, le carburant à l'hydrogène vert fait toujours plus figure d'alternative idéale aux secteurs et activités qui émettent massivement du CO₂. Ainsi, et notamment, l'Etat belge et la Région wallonne devraient entrer au capital de John Cockerill une fois bouclé le tour de table de 300 millions d'euros pour la division hydrogène de l'entreprise. Tandis que le gouvernement fédéral a adopté en 2021, sur proposition de la mi-

nistre de l'Energie Tinne Van der Straeten (Groen), « une stratégie visant à employer l'hydrogène et les molécules renouvelables pour rendre certaines applications climatiquement neutres lorsque l'électrification n'est économiquement pas rentable ou techniquement pas réaliste », principalement dans les secteurs de l'industrie et du transport de marchandises. La Belgique ambitionne ainsi d'être un « hub » européen d'importation et de transit de l'hydrogène renouvelable, ou vert. Celui-ci se différencie de l'hydrogène gris, produit à partir d'énergies fossiles et très majoritairement consommé aujourd'hui. L'hydrogène gris provient du gaz (70 %) et du charbon (20 %), reje-

tant dès lors indirectement lors de sa production énormément de CO₂. L'hydrogène vert, lui, est produit à partir d'eau et d'électricité provenant d'énergies renouvelables : l'électrolyseur envoie dans l'eau un courant électrique qui y sépare les molécules d'hydrogène et d'oxygène. Avec un gros défi, rappelle par Ilham Kadri, CEO de Syensqo, durant la présentation du projet Climate Impulse, l'avion à hydrogène vert dont l'entité issue de Solvay est partenaire : « Cet hydrogène doit être conservé sous forme liquide et à -253°. Il faut donc des réservoirs capables de le stocker, en grandes quantités, tout en le maintenant à très très basse température. »

L'exemple du projet Climate Impulse

Le projet du tour du monde en neuf jours, sans escale et sans émission de CO₂, en avion à hydrogène vert, a été présenté lors du débat à TheMerode par Bertrand Piccard, président de la Fondation Solar Impulse, et sa principale partenaire, Ilham Kadri, CEO de Syensqo. L'explorateur et astronaute suisse pilotera en 2028 ce biplace de 37 m d'envergure baptisé Climate Impulse, avec le navigateur français Raphaël Dinelli, ingénieur en composite et chargé de la construction de l'appareil, aidé par Airbus, Arianespace, Daher, Capgemini et donc Syensqo, qui intervient notamment dans les matériaux composites et dans la pile à combustible, alimentée à 100 % par de l'hydrogène et alimentant les moteurs électriques de l'appareil. L'objectif est de « démontrer qu'on peut faire une chose a priori impossible avec les solutions actuelles ». Une façon aussi « d'inverser la tendance actuelle, soit l'éco-anxiété, les pressions, la paralysie, l'inertie et le pessimisme ».

Sauf embûche, Climate Impulse s'envolera donc douze ans après Solar Impulse, le premier tour du monde d'un avion solaire, « mais qui a demandé seize escales », précise Bertrand Piccard, « donc qui n'était qu'un projet d'énergie. Alors que Climate Impulse est un projet d'aviation : on va montrer comment on peut décarboner le secteur du transport et de la mobilité en commençant par l'aviation. D'ailleurs, Airbus annonce un avion à hydrogène pour 2035. » Pour Chloé Mikolajczak, activiste pour la justice sociale et climatique, « le projet peut être très inspirant, surtout qu'il est à l'hydrogène vert. Mais aujourd'hui, 98 % de l'hydrogène produit au niveau mondial l'est à base d'énergies fossiles. Et on sait qu'un monde où tous les avions volent à l'hydrogène est impossible : il faudrait recréer ou adapter toute la flotte. On ne doit donc pas se focaliser uniquement sur la question du carburant et du type d'énergie utilisés, mais surtout sur la réduction massive des vols pour que, éventuellement, les quelques restants le soient avec de l'hydrogène vert dans quelques années. » T.F.

Infos : climateimpulse.org

« Notre responsabilité d'employeur est de donner sens à notre engagement: faire la différence dans la transition énergétique »



1 milliard d'euros. C'est le montant record d'investissements prévus par Luminus au cours des trois prochaines années. L'entreprise, active sur tous les fronts en matière d'énergie, souhaite accélérer la transition vers un avenir neutre en CO2. Une démarche éco-logique qui se traduit sur le terrain par une course à l'innovation et une quête de profils divers pour la stimuler. Rencontre avec Véronique Vansteelandt, Directrice des Ressources humaines de Luminus.

■ **Le CEO de Luminus, Grégoire Dallemagne, vient d'annoncer un ambitieux programme d'investissement pour les années à venir. Quelle est la traduction au niveau des effectifs ?**

Je le vis de manière très positive! J'ai découvert une entreprise humaine, pragmatique, où il est facile d'entrer en contact avec tout collègue, quel que soit le niveau hiérarchique. J'ai été accueilli à bras ouverts dans un climat très accueillant. De plus, j'ai grandi à Liège, j'ai bouclé mes études d'ingénieur civil à l'ULg et, après un passage professionnel en France, je suis heureux de me sentir ici, à Seraing, comme si je n'étais jamais parti!

■ **A votre tour à présent d'accueillir de nouvelles recrues. Quelle est la spécificité des emplois proposés pour la future centrale de Seraing ?**

Luminus aujourd'hui est un groupe pluridisciplinaire constitué de 2800 employés dont la majorité se consacre au développement des services d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Ce sont ces femmes et ces hommes qui font bouger le curseur de la transition énergétique au quotidien. Avec nos filiales, actives dans les services énergétiques, nous avons prévu de renforcer nos effectifs en recrutant 1000 nouveaux collaborateurs entre 2023 et 2025. Une nouvelle dimension qui va de pair avec notre volonté d'investir 1 milliard. De quoi booster notre contribution à la transition énergétique. Concrètement, cela signifie que l'on va déployer plus largement les énergies renouvelables, comme l'éolien, mais aussi développer de nouvelles capacités de production comme une nouvelle centrale électrique, des parcs de batteries, voire de l'éolien offshore. Il faut se donner les moyens de ses ambitions, et nous sommes convaincus que cela passe en premier lieu par le capital humain.

■ **Qui dit nouveaux projets dit défi de compétences, que mettez-vous en place pour les acquérir ?**

Nous avons la chance de pouvoir compter sur une expertise existante dans de nombreux domaines. Mais il est vrai que pour continuer à

être innovants, en matière de services, ou pour appréhender des technologies nouvelles, par exemple, il faut sans cesse se réinventer. Nous sommes en permanence à la recherche de nouveaux profils, qu'ils soient fraîchement diplômés ou experts. Nous aimons aussi attirer des personnes extérieures au secteur car elles apportent de nouvelles perspectives. Chez Luminus, l'attitude est toute aussi importante que les compétences techniques. Nous accompagnons beaucoup les nouveaux arrivants. En interne, cela passe par la mise en place de différents outils et programmes d'apprentissage pour permettre à chacun de se perfectionner, voire apprendre de nouvelles compétences. C'est d'autant plus nécessaire que l'innovation s'accompagne de progrès technologiques, notamment en matière de données, de numérique ou d'intelligence artificielle.

■ **Quel est l'impact de l'intelligence artificielle dans votre organisation ?**

L'IA fait de plus en plus partie intégrante de nos activités. Ce n'est pas neuf, toutefois. Nous l'utilisons par exemple pour optimiser notre production éolienne et hydroélectrique avec des modèles prédictifs qui tiennent compte de la météo, des maintenances, etc. Nous voyons l'IA comme une opportunité. Une phrase que l'on entend de plus en plus : « Ce n'est pas l'IA qui prendra votre emploi, mais ceux qui la maîtrisent mieux que vous. » C'est une vision que je partage. Nous ne voulons pas mener de combat d'arrière-garde en refusant le progrès, mais tenons à l'accompagner en ne laissant personne sur le bord de la route. Avec le développement exponentiel de l'IA, il s'agit clairement d'une dimension que l'on doit intégrer en matière de ressources humaines. Nous avons d'ailleurs un programme spécifique destiné à développer l'innovation, un laboratoire qui permet notamment d'incuber l'IA au cœur de nos projets.

■ **C'est aussi une façon d'attirer la jeune génération ?**

Pas uniquement. Nous voulons vraiment embarquer tout le monde, à tous les échelons de l'entreprise et de nos filiales, en insufflant l'esprit de créativité et d'innovation dont Luminus a besoin. Le fait d'être résolument tournés vers l'avenir fait partie de notre ADN. Le secteur de l'énergie évolue rapidement et on ne peut pas se permettre de regarder passer le train en restant à quai. Cela nécessite une remise en question permanente. Les modes de travail ont beaucoup évolué ces dernières années et chez beaucoup, cela s'accompagne d'une quête de sens. On le constate au cours des entretiens de recrutement. Notre responsabilité, en tant qu'employeur, est aussi de donner corps à cet engagement. Luminus fait la différence dans la transition énergétique. C'est un atout qui plaît énormément à la jeune génération de candidats. Beaucoup veulent apporter leur contribution, être acteurs du changement.

■ **Vous avez récemment lancé l'initiative « Generation Zero » destinée aux jeunes. En quoi consiste-t-elle ?**

« Generation Zero », c'est en quelque sorte un tremplin que nous offrons aux jeunes diplômés. Chaque année, Luminus donne la possibilité à une dizaine de jeunes d'acquiescer une première expérience professionnelle en leur permettant de goûter aux différents métiers et, bien sûr, de se familiariser avec le monde de l'énergie. Cette année, on a souhaité augmenter la portée de l'initiative en permettant à des jeunes talents dans le domaine de l'informatique et de la technologie d'intégrer le programme en même temps que 10 nouveaux jeunes diplômés. Les 16 jeunes sélectionnés au cours d'un « bootcamp » pourront acquiescer des connaissances variées en vue de décrocher un poste permanent. Nous avons aussi mis en place un parcours de rotation de deux ans spécifiquement destiné aux profils IT. L'objectif est d'attirer et de recruter des jeunes passionnés, connectés, et très au fait des dernières technologies.

■ **Ce type de profil est très recherché sur le marché de l'emploi, comment Luminus parvient-il à se différencier ?**

Rejoindre Luminus, c'est venir travailler chez un « Top employer »!

Je le dis haut et fort, car nous sommes particulièrement fiers de figurer, pour la douzième année consécutive, parmi les 88 meilleurs employeurs de Belgique! Ce label est une reconnaissance externe importante de notre politique RH, car il évalue et compare notre approche dans les principaux domaines des ressources humaines. Il atteste que Luminus met un point d'honneur à la gestion de ses collaborateurs, à l'environnement de travail, et aussi que nous sommes attractifs en termes de rémunération, d'avantages, de bien-être, de développement personnel... Au-delà de cette marque de qualité, nous voulons que chaque collaborateur soit ambassadeur de notre raison d'être : construire un avenir énergétique neutre en CO2 conciliant préservation de la planète, bien-être humain et développement économique grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants. Derrière chacun de ces mots, il y a notre stratégie, mais aussi la culture d'entreprise que nous développons en valorisant la responsabilisation, l'autonomie, la confiance et une culture du feedback. Parmi nos priorités, nous garantissons un environnement inclusif et sûr, qui permet à chacun de s'épanouir pleinement au travail en se sentant respecté, écouté et valorisé. Les possibilités d'évolution sont nombreuses au sein de l'entreprise puis à cela s'ajoute notre ancrage international, en faisant partie du Groupe EDF, leader mondial de la transition énergétique. En fait, avec tout cela, nous sentons que nos collaborateurs sont vraiment nos meilleurs ambassadeurs auprès de potentiels candidats car ils confirment que Luminus est un bon employeur.

■ **En quoi ces investissements et recrutements importants sont-ils synonymes de développement durable ?**

Grâce à l'électrification, c'est-à-dire en faisant passer les usages de consommateurs gourmands en énergies fossiles à l'électricité décarbonée, on peut réduire les émissions de CO2 à grande échelle. C'est valable pour les solutions d'efficacité énergétique que nous proposons comme les panneaux photovoltaïques, les cogénérations, l'éclairage intelligent... c'est aussi vrai pour la mobilité, le chauffage domestique avec les pompes à chaleur, et bien sûr pour les entreprises qui deviennent plus vertueuses en tirant leur énergie d'une éolienne ou de panneaux solaires que nous installons. En tant que producteur et fournisseur d'énergie et de services énergétiques, notre rôle ne consiste pas uniquement à permettre que « les lampes restent allumées ». Il va bien au-delà. Nous voulons offrir aux consommateurs, qu'ils soient industriels ou particuliers, la possibilité de consommer moins et de consommer mieux, notamment en les aidant à produire de manière renouvelable l'énergie dont ils ont besoin. C'est là tout l'enjeu de la transition énergétique pour laquelle Luminus et ses collaborateurs se mobilisent chaque jour.

En savoir plus? Rendez-vous sur www.luminus.be/generationzero

The new generation that aims for ZERO

GENERATION ZERO
YOUNG GRADUATES

Zero waste
Zero emissions

Discover the Luminus young talent track



Des solutions durables et novatrices pour renforcer son impact social

Acteur majeur des services RH en Belgique, Partena Professional a fait de la durabilité un leitmotiv à travers différents produits, services et projets visant le soutien au développement économique mais aussi le bien-être au travail ou encore la digitalisation inclusive. Parmi ceux-ci, l'aide aux starters, un plan Cafeteria durable ou encore un partenariat avec BeCode pour former des jeunes en décrochage scolaire aux métiers de l'IT.

Partena Professional accompagne quelque 15.000 starters, 137.000 indépendants et édite, chaque année, plus de 923.000 fiches de paie. « Notre ambition est d'accompagner chaque professionnel en Belgique à toutes les étapes du développement de sa société ou de son chemin de carrière, de l'étudiant flexi-jobeur au salarié en outplacement, du starter à l'entreprise internationale qui a son siège en Belgique », explique Anne-Sophie Noël, Communication & Sustainability Director chez Partena Professional. Le groupe Partena Professional (plus de 2.000 personnes) est présent dans les 3 régions du pays, à travers un réseau d'agences et une présence digitale.

Et la durabilité dans tout ça ? Elle est au cœur des actions de la société, grâce à une implication du comité de direction qui l'inclut, à divers niveaux de l'organisation, dans les objectifs annuels. « On constate que c'est

une vraie préoccupation des employés, surtout dans la tranche des 25-35 ans, même si les 45-55 y sont aussi sensibles », ajoute Roeland Van Dessel, CEO de Partena Professional. « Certains employés sont en quête de certitudes et de sécurité quand d'autres sont davantage attachés au fait de travailler pour une entreprise avec des valeurs. Ils sont attentifs à avoir, par exemple, une flexibilité dans l'approche en matière de mobilité ou encore une entreprise « carbon free » », note le CEO.

Engagement sociétal clair

« En septembre dernier, nous avons réalisé une enquête auprès de 1.000 Belges qui a mis en évidence le fait que 64 % des personnes interrogées accordent de l'intérêt aux entreprises qui développent des produits et des services durables. Et 43 % préféreront acheter à une entreprise engagée socialement » poursuit



Nouveau Siège Partena Professional au centre de Bruxelles juste à côté de la Gare centrale, pour une politique de mobilité multimodale ambitieuse. © OLIVIER PIRARD

Anne-Sophie Noël. « On observe que, tant pour y travailler que pour en être clients, les Belges apprécient un groupe avec un engagement sociétal clair ».

Un exemple de produit visant une société plus respectueuse est MyChoice Sustainable, le plan Cafeteria durable mis sur le marché en septembre 2023. Partena Professional est d'ailleurs le seul groupe social en Belgique à proposer un tel produit. « Il concrétise notre ambition d'être un acteur clé d'une économie belge plus résiliente et plus durable. Le MyChoice Sustainable permet aux employeurs de répondre de manière originale et durable aux souhaits de leurs employés en matière de packages salariaux alignés à leurs valeurs sociétales (mobilité douce, consommation responsable, respect des droits humains...). Il répond à une tendance générationnelle et crée du lien entre l'employeur et l'employé, autour de plusieurs axes comme les outils IT, la mobilité ou encore le bien-être. Pour les outils IT, on collabore avec aSmartWorld, société belge qui reconditionne des PC, tablettes ou téléphones. On sait que c'est lors de leur fabrication que l'impact environnemental des outils IT est le plus fort. Il est donc intéressant d'essayer, autant que possible, de prolonger leur durée de vie, par exemple en les reconditionnant », note encore la Communication & Sustainability Director.

« On travaille également avec Decathlon pour des vélos reconditionnés pour la mobilité tandis qu'au niveau du bien-être des collaborateurs, nous proposons au sein du MyChoice Sustainable, des abonnements à des applis de coaching personnalisé, des aides pour lutter contre les addictions... Trop souvent, les entreprises ne visent que leur propre intérêt. Or, pour nous, il est important d'avoir une certaine ouverture vers les individus. Pourquoi ne pourrait-on pas prendre des cours pour devenir professeur de salsa ? » sourit Roeland Van Dessel.

« On travaille également avec Decathlon pour des vélos reconditionnés pour la mobilité tandis qu'au niveau du bien-être des collaborateurs, nous proposons au sein du MyChoice Sustainable, des abonnements à des applis de coaching personnalisé, des aides pour lutter contre les addictions... Trop souvent, les entreprises ne visent que leur propre intérêt. Or, pour nous, il est important d'avoir une certaine ouverture vers les individus. Pourquoi ne pourrait-on pas prendre des cours pour devenir professeur de salsa ? » sourit Roeland Van Dessel.

Contre le décrochage scolaire

Un autre engagement de Partena Professional passe par le récent partenariat avec BeCode, organisation à impact social fort dont l'objectif est de réduire la fracture numérique en Belgique, et cela matche évidemment avec les valeurs au cœur de l'engagement sociétal de Partena Professional.

« C'est une autre façon d'avoir une dimension socialement engagée dans la manière de développer l'emploi et de recruter avec un engagement social clair ». Quant à la digitalisation,



© OLIVIER PIRARD

Nos développements en durabilité vont de pair avec l'inclusion sociale et c'est à nous de bien accompagner nos collaborateurs pour mieux aider nos clients sur le digital

Roeland Van Dessel
CEO de Partena Professional

”

l'entreprise ne veut pas la considérer comme accentuant la fracture numérique. « Que du contraire », argumente Roeland Van Dessel. « La Fondation Roi Baudouin a montré une digitalisation croissante des services au citoyen. Or, on constate aussi que plus on digitalise, plus on agrandit la fracture numérique. De notre côté, notre digitalisation se veut responsable et inclusive, que l'on soit homme, femme ou X, avec beaucoup ou pas d'expérience. Nos développements en durabilité vont de pair avec l'inclusion sociale et c'est à nous de bien accompagner nos collaborateurs pour mieux aider nos clients sur le digital ».

La lutte contre la fracture numérique passe, elle, par une proximité avec les clients qui se sentent peut-être moins agiles avec les nouvelles technologies. « Il faut avoir cette proximité voire cette proactivité pour les accompagner de manière humaine et digitale. Chez Partena Professional, on peut aujourd'hui s'affilier comme indépendant en moins de 5 minutes grâce à notre Fast lane. Mais cette offre digitale va de pair avec un accompagnement personnalisé pour les DRH ou les business leaders qui le souhaitent ».

Une économie durable
Enfin, pour être un acteur clé d'une économie durable, Partena Professional a mis sur pied un Pop-Up store "Dreams Lab" destiné aux futurs starters. Après une première expé-

rience fructueuse à Bruxelles en 2023, Partena Professional a inauguré son deuxième Pop-Up store "Dreams Lab" à Courtrai en janvier 2024, et un troisième devrait voir le jour à Charleroi d'ici quelques mois. Objectif ? Permettre à des starters de confronter leur projet à la réalité. « Nous observons que de nombreux starters peinent à passer le cap des 3 ans de leur activité. Souvent, en raison d'une préparation lacunaire au lancement de leur entreprise. Grâce aux Pop-Up Stores, nous leur permettons de confronter leur projet à de vrais clients, d'affiner leur produit, leur business model, leur communication... Notre credo est qu'au mieux un starter aura été challengé et aura préparé le lancement de son activité, au plus celle-ci sera pérenne. C'est une fierté pour notre personnel de faire en sorte que les starters soient économiquement durables », poursuit Anne-Sophie Noël. « La crise sanitaire a eu pour conséquence positive de nous amener à réquisitionner le rôle de Partena par rapport à ses clients, à renforcer le sens et l'impact de notre raison d'être », conclut Roeland Van Dessel. L'engagement durable de Partena Professional est décidément bien présent, à tous les échelons de l'entreprise et avec cette volonté commune d'une société plus inclusive et résolument orientée vers l'humain.

Laurence BRIQUET



© OLIVIER PIRARD

On observe que, tant pour y travailler que pour en être clients, les Belges apprécient un groupe avec un engagement sociétal clair

Anne-Sophie Noël
Communication & Sustainability Director
chez Partena Professional

”



Pop-Up Store Dreams Lab, où les rêves de entrepreneurs en herbe deviennent réalité. © OLIVIER PIRARD

Votre talent au service de la **Wallonie**

**Pour une
carrière
qui a de
l'avenir**



Lauranne B.,
Collaboratrice au
Service public de Wallonie

**Rejoignez-
nous !**
**Le 16 mars
à Namur**



Informations sur spw.wallonie.be



Wallonie
service public
SPW

Ça déménage fort et durable au Service public de Wallonie

En cinq ans, quelque 4.000 des 10.000 agents du SPW vont changer de lieu de travail. Le Service public de Wallonie mène une stratégie immobilière qui incarne ses engagements à devenir une organisation encore plus durable, robuste et résiliente aux services des citoyens et citoyennes.



Cap Sud, futur siège du Secrétariat général du SPW à Namur, à côté de la gare. © D.R.

En 2019, le SPW éditait son premier Rapport de responsabilité sociétale faisant état, pour les années 2016 à 2019, des réalisations et des performances du SPW en tant qu'institution sur ses six engagements en faveur d'un développement durable. « La responsabilité sociétale du SPW, c'est avant tout une démarche visant à mieux maîtriser les conséquences économiques, sociales et environnementales des activités du SPW pour l'ensemble des parties prenantes », souligne Natacha Zuinen, directrice de la Direction du développement durable.

« Cette démarche s'inscrit

dans une dynamique lancée par le comité stratégique du SPW pour améliorer le rôle des services publics, garants de l'intérêt général dans un monde de plus en plus complexe et perturbé. Le Rapport de responsabilité sociétale est un outil de transparence, consultable par l'ensemble des citoyens et citoyennes, qui rend compte de nos efforts d'amélioration continue au travers de six engagements : Renforcer notre résilience, notamment face aux diverses crises, garantir l'écoute des usagers, attirer les talents et valoriser nos agents, pratiquer la sobriété pour une transition durable, favoriser la collabora-

tion tant en interne qu'en externe avec les autres administrations publiques régionales et, enfin, promouvoir les objectifs de développement durable. »

Des responsabilités à l'égard de l'ensemble de la société
S'il n'y a pas d'obligation légale pour un service public d'établir un tel rapport, dans un souci d'exemplarité, le SPW a voulu s'appliquer les mêmes règles que celles qui sont imposées aux grandes entreprises et vont progressivement s'étendre aux entreprises de plus petite taille. « Se rendre compte de ce que cette obligation représente pour les entreprises nous permettra de mieux les accompagner dans cette démarche. » En tant que service public en interaction quotidienne avec de nombreux acteurs, le SPW veut aussi réfléchir à ses responsabilités à l'égard de l'ensemble de la société.

Publié en septembre dernier, le deuxième rapport de responsabilité sociétale du SPW formule plus précisément les objectifs des six engagements mentionnés. Il instaure aussi un rendez-vous annuel avec les parties prenantes du SPW pour créer un dialogue continu, analyser collectivement les progrès du SPW concernant ces six engagements, et entendre leurs souhaits. Le SPW a également mis en place en son sein un réseau de "Young Challengers". « Ce sont des jeunes qui travaillent dans notre institution

et ont un regard à la fois exigeant, critique et engagé par rapport au rôle du SPW. Nous avisons envie de leur donner un espace pour nous challenger régulièrement et nous allons animer ce réseau en continu pendant l'année avec des jeunes des différents services du SPW. »

La directrice de la Direction du développement durable identifie cinq défis majeurs auxquels le SPW fait face aujourd'hui : Assurer la continuité des

Le management humain et bienveillant prôné par le SPW s'illustrera dans la création d'espaces plus conviviaux pour favoriser les liens et les échanges entre les agents.

missions de service public tout en respectant le cadre financier, trouver du personnel qualifié dans les différents métiers du SPW (comme des ingénieurs en électromobilité, pour équiper les parkings de bornes et s'occuper du verdissement de la flotte, des architectes, des ouvriers de maintenance, des experts en mobilité et en planification programmatique...), renforcer les collaborations entre les différents services, en interne et en externe, pour offrir aux citoyens et aux entreprises des réponses plus intégrées qui satisferont mieux leurs besoins, continuer de gérer les crises qui seront sans doute de plus en plus fréquentes à l'avenir et pouvoir, dans ces situations, apporter des réponses à l'ensemble de la société, y compris aux personnes les plus vulnérables pour ne laisser personne de côté. « Le dernier défi porte sur la perte de confiance à l'égard des institutions et administrations publiques », confie Natacha Zuinen. « C'est pourquoi nous voulons continuer d'améliorer la qualité des services que nous rendons à nos usagers par plus d'écoute, plus de dialogue et par une transparence renforcée via la publication du Rapport de responsabilité sociétale. »

Une stratégie immobilière comme levier puissant de la responsabilité sociétale

Pour Jacques Moisse, directeur général ff du SPW support, « la stratégie immobilière du SPW est un levier puissant de la responsabilité sociétale et incarne parfaitement ses engagements pour être une organisa-

tion encore plus durable, robuste, résiliente, attractive, et au service de ses usagers. » En effet, cette stratégie vise à réduire les coûts de location. À court et moyen termes, ce sont 7 millions d'euros qui seront économisés annuellement. Le SPW s'orientera aussi vers la sobriété énergétique en déménageant ses services dans des bâtiments modernes moins énergivores et en diminuant les superficies occupées de 30 %.

Ce qui fait dire à Jacques Moisse : « Ici, ça déménage durable ! À Namur, partir de 44 bâtiments situés à Jambes pour arriver à huit à l'issue de la stratégie en 2030, c'est faciliter la collaboration entre les équipes qui ne travailleront plus en silos et fluidifier les processus. Cela permettra aussi de lancer des projets de dématérialisation et la simplification administrative pour les usagers. »

« Déménager, c'est changer » Sur 5 ans, 4000 des 10 000 agents du SPW vont déménager. « C'est énorme ! De nombreux collaborateurs ont été mobilisés pour les différentes étapes de ce processus majeur, avec un fort accompagnement au changement, car déménager, c'est

changer et qu'il est important de veiller au bien être des collaborateurs. Nous avons par exemple informé en permanence les agents des différentes étapes, organisé des visites préalables sur place, mené des opérations de démonstration, démystifié les clichés liés aux nouveaux espaces de travail et apaisé les craintes. »

Les premiers déménagements ont eu lieu à Wavre (5000 m² en décembre 2022), puis à Liège en décembre 2023 (10.000 m²). Suivront deux importants déménagements à Namur : Vers l'immeuble « Cauchy » pour le SPW Economie (11.000 m², en mars 2024), vers l'immeuble « Crosspoint » pour le SPW finances (11.000 m², en mai prochain). Viendront encore un important bâtiment à Namur (Cap sud, 28.000 m²) et un autre à Mons (Renouvo, 12.000 m²).

Quant aux bâtiments quittés propriétés de l'administration régionale, ils pourront être mis en vente pour être éventuellement transformés en logements par des promoteurs immobiliers et réduire ainsi la pression foncière « Les bâtiments libérés doivent servir à la société », estime Jacques Moisse. Les plus récents d'entre eux pourront loger d'autres services publics ou encore faire l'objet de rénovations architecturales et énergétiques profondes dans le même esprit que les nouveaux bâtiments. La mobilité douce sera favorisée par la situation centrale et proche des gares des services du SPW. « Cela constituera un avantage tant pour les agents que pour les usagers. »

Enfin, en offrant des espaces de travail modulable dans ses nouveaux bâtiments, le SPW entend s'adapter aux nouveaux modes hybrides de travail, mais aussi à d'éventuelles réformes institutionnelles, en veillant au bien être des travailleurs. Le management humain et bienveillant prôné par le SPW s'illustrera dans la création d'espaces plus conviviaux pour favoriser les liens et les échanges entre les agents.

CAROLINE DUNSKI



La responsabilité sociétale du SPW s'inscrit dans une dynamique lancée par le comité stratégique pour améliorer le rôle des services publics, garants de l'intérêt général dans un monde de plus en plus complexe et perturbé.

Natacha Zuinen,
Directrice de la Direction du développement durable



La Tour Paradis Express, juste à côté de la gare des Guillemins, où la direction de Liège s'est installée en décembre 2023. © D.R.



La stratégie immobilière du SPW est un levier puissant de la responsabilité sociétale et incarne parfaitement ses engagements pour être une organisation encore plus durable, robuste, résiliente, attractive, et au service de ses usagers.

Jacques Moisse,
directeur général ff du SPW support



Une centaine de postes à pourvoir

Le 16 mars prochain, le SPW organise son Jobday à Namur. Chaque année, le 1er employeur public de Wallonie recrute, pour compenser notamment les départs à la retraite, environ 500 personnes. Le SPW offre la plus grande diversité de métiers et pour tous les niveaux d'études, comme des ingénieurs, des éclusiers, des informaticiens, des ouvriers forestiers, des juristes ou des comptables. Jacques Moisse se plaît aussi à souligner la possibilité d'ascension émancipatrice au sein d'une administration désireuse de relever des défis qui ont du sens pour la société.

Plus d'infos : <https://spw.wallonie.be/jobday>



Comment rendre votre package salarial **aussi flexible** que vos collaborateurs ?

Avec nos plans cafétéria **MyChoice** et **MyChoice sustainable**

Partena
PROFESSIONAL

